



LA CGT, TOUJOURS À VOS CÔTÉS !



Paris, le 3 janvier 2023

Monsieur le Secrétaire général,

Vous venez de prendre la tête des ministères l'éducation nationale et de la jeunesse, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques et de leur administration centrale, composée de plus de 3 000 agents. Notre administration centrale, ici à Paris mais aussi à Poitiers, Guérande, Toulouse et bientôt Grenoble est un rouage indispensable de cette grande machine et, malgré un manque criant de moyens, nous travaillons avec un engagement sans faille pour garantir la qualité de l'éducation, de la recherche, de notre vie associative et de nos sports.

La CGT Educ'action administration centrale été placée en tête des élections professionnelles de 2022 pour la 3^e fois consécutive par nos collègues. Avec 4 sièges au comité social d'administration de proximité, elle est la première organisation représentative des personnels et la seule à siéger dans l'ensemble des CAP et CCP de proximité.

Pour nous, le dialogue social n'est pas un gadget de communication le véritable gage d'une démocratie qui fonctionne. Il nous paraît donc nécessaire de vous rencontrer rapidement après votre prise de fonctions afin de faire votre connaissance et pour vous présenter nos revendications. **Nous vous demandons de recevoir en bilatérale dès que possible.**

Vous connaissez bien nos ministères dont vous avez connu tous les étages avant de prendre vos fonctions à la DGAFP : chef du bureau des enseignements professionnels et de l'apprentissage entre 1997 et 1999, chef de service chargé du service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire de 2006 à 2007, directeur général des ressources humaines entre 2007 et 2009. Dans toutes ces fonctions comme au sein de la fonction publique, vous avez piloté ou accompagné des réformes d'ampleur (RGPP, mastérisation, mise en place du RIFSEEP, loi de la transformation de la fonction publique) dont nous subissons encore les effets. A l'heure où de grands projets de réforme de l'architecture statutaire et des rémunérations sont annoncés, votre nomination nous appelle à la plus grande vigilance tant sur le fond que sur les méthodes qui seront déployées.

D'ores et déjà nous souhaitons vous donnez connaissance de notre plateforme revendicative pour l'administration centrale et des chantiers sur lesquels nous sommes prêts à travailler avec vous.

Agir contre la souffrance au travail :

L'administration doit faire face à ses responsabilités d'employeur et le harcèlement est puni par la loi. Nous observons pourtant un grand attentisme encore des directions sur le sujet. Nous exigeons la protection immédiate des victimes, que ce soit les harceleurs qui soient déplacés et sanctionnés, pas les victimes !

Nos revendications :

- *l'application des textes réglementaires de lutte contre le harcèlement au travail*
- *une refonte de la prise en charge des signalements de cas de souffrance au travail*

Agir pour l'emploi public :

L'administration centrale subit une pression incessante sur ses emplois : en 25 ans, nous avons perdu 30% de nos effectifs et le schéma d'emploi pour 2023 enregistre une nouvelle suppression de 20 emplois. Il faut arrêter l'hémorragie. Parallèlement de nombreuses missions sont externalisées alors que l'expertise et les compétences existent en interne. Enfin le droit à la déconnexion n'est en rien garanti.

Nos revendications :

- *Création de postes à hauteur des besoins et arrêt des suppressions d'emplois*
- *Droit effectif à la déconnexion par suspension des serveurs sur plages fixes et recours systématique aux envois différés de messages*
- *Charte des temps contraignante pour mettre fin au présentéisme*

Agir pour le pouvoir d'achat :

L'augmentation du point d'indice est largement insuffisante pour faire face à l'inflation. Si la CGT ne peut que déplorer la part croissante du régime indemnitaire dans les rémunérations, elle dénonce aussi l'opacité et les inégalités dans la répartition des primes. La CGT édu'c'administration centrale milite pour l'instauration d'un barème de primes comme aux ministères économiques et financiers. Il faut enfin garantir un vrai droit à la carrière pour les personnels contractuels avec un cadre de gestion négocié.

Nos revendications :

- *un accord collectif pour des barèmes de primes*
- *un cadre de gestion pour les personnels contractuels*

Agir pour une organisation du travail dignes :

Notre administration centrale est aussi marquée pour de nombreux agents par un manque d'autonomie, une hiérarchie infantilissante et la lenteur des validations. Il est grand temps de penser une autre organisation du travail qui prenne en considération l'engagement des agents et leur sens du service public. Enfin il faut arrêter l'obstruction au télétravail, l'encadrement doit faire confiance aux agents.

Nos revendications :

- *Révision des circuits de validation : 3 signatures, c'est un maximum !*
- *Co-construction du programme d'activité (répartition des dossiers et définition des circuits de validation)*
- *Plan d'actions contre les tâches répétitives et les pics d'activité*
- *Application du droit au télétravail (3 jours, jours flottants, libre choix du lieu d'exercice) par l'adoption rapide d'un texte local*
- *Extension des dérogations aux horaires pour jeunes enfants à toute personne à charge (ascendant-es, conjoint-es...)*

Agir pour des conditions de travail dignes :

Le gouvernement entend faire du déploiement du télétravail un levier pour la réduction des surfaces des locaux. La CGT se fait le porte-voix des agents et réaffirme fermement le refus de tout déploiement de bureaux nomades ou flex office. Elle rappelle la nécessité de garantir 10m² de surface minimum de bureau par agent. Enfin il faut en finir avec les réorganisations incessantes, nos missions s'exercent sur du temps long : les organigrammes ne sont pas des outils de communication.

Nos revendications :

- *10m² de bureau minimum par agent*
- *la garantie de bureaux fixes pour l'ensemble des agents*
- *l'association des agents à tous les projets de déménagements comme à Descartes et Dutot ;*
- *un moratoire sur les réorganisations*

Agir vraiment pour l'égalité :

Notre administration s'est engagée fortement sur la labellisation Egalité / diversité. Mais les pratiques sont à la traîne pour en faire une réalité, notamment salariale. Enfin l'accueil des agents en situation de handicap doit être revu et l'adaptation du poste au handicap doit être la norme.

Nos revendications :

- *un plan de rattrapage des inégalités salariales femmes / hommes*
- *une refonte des conditions d'accueil des agents en situation de handicap*

*

* *

Pour conclure, nous sommes là pour dialoguer, proposer des solutions résolument cohérentes et en phase avec les attentes des agents.

Pour la CGT Éduc'action administration centrale,

Les élu·e·s au comité social d'administration

Sylvie Aebischer,
Jean de Labrusse,
Isabelle Kortian,
Louis Leserre
(titulaires)

Cécilia Kebaili,
Mickaël Ramackers,
Valérie Gaudin-Mercier,
Juliette Caillaudeau
(suppléants)